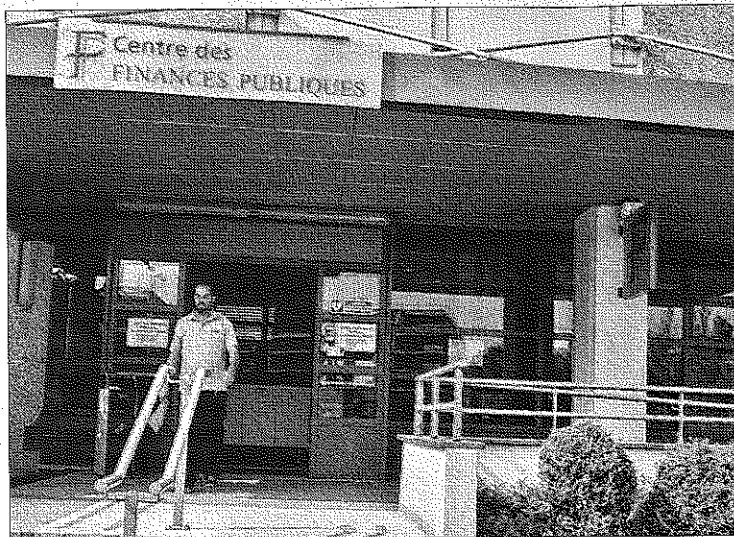


Les agents des impôts en grève

Solidaires, Force ouvrière et la CGT appellent aujourd'hui tous les agents des finances publiques à suivre un mouvement de grève. Ils dénoncent la dévitalisation d'un service public.

Les contribuables qui voudraient se rendre ce mardi au guichet pour régler leur taxe d'habitation risquent d'avoir de mauvaises surprises. Trois organisations syndicales appellent en effet les agents des finances publiques à se mettre en grève. « Si les choses continuent, tout le réseau de proximité que l'on connaît en Saône-et-Loire risque de se concentrer sur deux ou trois villes. Le nombre de trésoreries est déjà réduit à peu de chagrin, Cuiseaux est en instance de fermeture et on en redoute d'autres », déplore Patrice Ruiz de Solidaire Finances publiques. « Sous prétexte de nouvelles technologies, on est en train de supprimer des emplois et de dégrader



■ Des tracts seront distribués ce mardi en Saône-et-Loire pour expliquer le mouvement. Photo d'illustration Gilles DUFOUR

la qualité du service public », ajoute Pierre Badey, de la CGT.

Le prélèvement à la source mal vu

Les agents des impôts voient aussi d'un mauvais œil l'arrivée programmée du prélèvement de l'impôt à la source. « Pourquoi privatiser un service public vers les

entreprises alors qu'aujourd'hui ça marche très bien, on a un taux de recouvrement de près de 98 % ? On va créer une usine à gaz dans laquelle personne ne sera gagnant », râle Patrice Ruiz. En Saône-et-Loire, aucune manifestation n'est prévue ce mardi, uniquement de distributions de tracts.

Benoit Montaggio

FINANCES PUBLIQUES

Un réseau local à défendre

Mobilisations départementales et nationale des agents des impôts.

« Nous avons perdu 30 000 emplois en dix ans et la direction nous annonce que ça va continuer », s'alarme Nicolas Thirion, secrétaire national de la CGT finances publiques. La baisse des effectifs entraîne une dégradation des conditions de travail qui s'accompagne de restructurations inquiétantes à la direction générale des finances publiques (DGFIP). Pour améliorer les conditions de travail, lutter pour le développement des effectifs et la perpétuation des missions, la CGT, FO et Solidaires font front commun depuis plusieurs mois sur le terrain. Et aujourd'hui, la mobilisation sera nationale. « Le gouvernement tend à lâcher du lest sur la thématique de la sécurité dans les ministères concernés, et nous sommes le dernier des grands ministères à subir les affres de la réduction d'emplois », dénonce le syndicaliste. Nos arguments sont écoutés, la direction "prend note" mais passe outre. Le dialogue social se résume à quelque chose de purement informatif : on nous avertit juste des mesures mises en œuvre. »

À Paris, un rassemblement de tous les agents d'Île-de-France est prévu à 13 h 30 devant le ministère des Finances. Dans le Nord, la mobilisation ne devrait pas faillir pour influencer sur la négociation prévue le 21 novembre, à la suite de la grève, jeudi dernier, de 70 % de la RAN (résidence d'affectation nationale) du Quesnoy. Le Gard, le Rhône, l'Isère, la Charente-Maritime, l'Aveyron, le Lot, la Moselle, les Pyrénées-Atlantiques, la Saône-et-Loire, le Vaucluse, l'Aude seront aussi sur le qui-vive. Quant aux agents du Cher, leur victoire du printemps à Vierzon après cinq semaines de grève n'aura pas entamé leur solidarité pour assurer la survie du réseau à l'échelle nationale. ■

KAREEN JANSSELME